

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 14 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE SANDERS BRETAGNE

Route de Saint-Méen
35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE

Code AIOT : 0005501459 - 691

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2022 dans l'établissement SOCIETE SANDERS BRETAGNE implanté Route de Saint-Méen 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE SANDERS BRETAGNE
- Route de Saint-Méen 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE
- Code AIOT : 0005501459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société SANDERS exploite à Montauban de Bretagne une installation de fabrication d'aliments pour animaux autorisée, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, par arrêté préfectoral du 16/09/1997, modifié en dernier lieu le 24/06/2021.

Cette installation a le statut IED pour les activités exercées au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en service de nouveaux silos

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 14/12/2011, article 8	/	Sans objet
4	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 14/12/2011, article 17	/	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 16/09/1997, article 6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 14/12/2011, article 8	/	Sans objet
3	Protection contre les effets d'une explosion	Arrêté Préfectoral du 14/12/2011, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures de l'exploitant, en réponse à la mise en demeure du 20 janvier 2021, se sont poursuivies et permettent de lever cette dernière. Des pistes d'amélioration demeurent et feront l'objet d'une attention particulière de la part du service d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Levée des observations dans les rapports de contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du contrôle ATEX de 2018, l'organisme vérificateur avait identifié que les capteurs niveau Haut des silos SR30 à SR32 n'étaient pas ATEX et se trouvaient en Zone 21 (ATEX), suite à la visite d'inspection de 2018 l'exploitant s'est engagé à les déplacer, ce point est à vérifier.
Constats : Le capteur a bien été déplacé hors de la zone ATEX 21.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Levée des observations dans les rapports de contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle ATEX de 2018 a mis en évidence la présence d'un équipement non ATEX (ANR 100) dans une zone le nécessitant, l'exploitant s'est engagé à le remplacer. Ce point est à vérifier
Constats : Le dernier rapport de contrôle de la SOCOTEC sur le sujet ATEX date du mois de mai 2022. Il présente 4 non conformités, 2 ont été résolues par l'exploitant les 2 dernières sont en cours de résolution et portent sur le remplacement de capteurs dont les bons de commande ont été présentés en séance. La réception de ces capteurs est prévue pour le 30 septembre 2022. Le rapport de contrôle de la SOCOTEC présente également une remarque sur l'adéquation de la température de surface de l'un des capteurs avec la température d'auto-inflammation des poussières de la matière première utilisée. Ce point reste à vérifier. L'exploitant transmettra sous 15 jours la conclusion de ses investigations sur ce sujet.
Observations : L'exploitant utilise les rapports des organismes extérieurs en document de suivi des interventions en ne précisant que par annotation si l'intervention est réalisée ou non. Ce procédé présente le risque de dérive de délai puisque ni la notion de durée de chantier ni celle de priorité de ce dernier n'apparaît. > Un suivi par le biais d'un tableau récapitulant les remarques des différents rapports des organismes extérieurs, les priorisant et indiquant la date de finalisation pour chaque intervention permettrait d'identifier rapidement les dérives en terme de délai et de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection contre les effets d'une explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Arrêt d'utilisation des silos béton
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans sa transmission du 31 mai 2022 l'exploitant se positionne sur un arrêt d'utilisation des silos béton faute de pouvoir les mettre en conformité notamment par la mise en place d'évents : il est nécessaire de vérifier que les silos sont bien inexploités.
Constats : Les silos béton ont bien été arrêtés et ne sont plus en exploitation (utilisation en stockage de vieux matériel).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vieillesse des structures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Epaisseur minimale de résistance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une note de calcul doit permettre de définir l'épaisseur minimale de la paroi des silos métalliques permettant de résister aux contraintes physiques imposées au silo lors de son exploitation. Sur la base de ce calcul, une procédure de mise en œuvre du suivi de l'épaisseur de la paroi des silos précisant les actions de l'exploitant en cas de constat d'écart est nécessaire.
Constats : Après de nombreux échanges avec le fabricant des silos, ce dernier ne peut s'engager sur une note de calcul permettant d'obtenir une épaisseur minimale d'exploitation. Toutefois, en connaissant la nature du métal utilisé et les caractéristiques physiques du silos et des produits qui y sont stockés, l'épaisseur minimale du matériau permettant de résister à la pression générée par le produit est calculable. Suite à l'inspection, l'exploitant a mandaté un bureau d'étude qui a réalisé une analyse de la structure des silos et a permis de définir une épaisseur minimale pour chaque bande de la virole.
Observations : > L'exploitant rédigera une procédure assurant le suivi de l'épaisseur des silos métalliques par le biais d'un protocole assurant la fiabilité de la mesure, cette procédure précisera les actions à réaliser en cas de constat d'écarts.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/1997, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dernières mesures de bruit font apparaître une émergence sur certains points. Suite à ce constat, l'exploitant a mis en place des mesures de réduction sans vérifier le gain obtenu de ces dernières.</p> <p>Les mesures mises en place afin de répondre aux émergences constatées ont-elles été consécutives à une étude acoustique permettant d'identifier les sources principales du site ?</p> <p>De prochaines mesures sont-elles prévues et dans quelles conditions ?</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle du niveau sonore faisant apparaître des dépassements des niveaux autorisés date du 20/10/2020.</p> <p>Depuis des travaux ont été menés permettant selon l'exploitant de diminuer l'intensité sonore émise par les installations.</p> <p>Une nouvelle campagne de mesures a eu lieu post inspection. Cette dernière fait apparaître des dépassements au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral mais pas au regard des textes nationaux.</p> <p>L'exploitant prévoit de transmettre un rapport à connaissance afin de modifier les prescriptions qui lui sont imposées.</p>
<p>Observations :</p> <p>> L'exploitant transmettra le rapport à connaissance relatif à la modification des prescriptions bruit.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet